

quelques expériences déjà faites (« Taupes rouges » à Aix et ailleurs, coordination du travail sur Renault, etc.), nous n'avons que peu d'éléments pour réfléchir, non sur la stratégie d'implantation dans la classe ouvrière (combinaison l'approche par la « périphérie » et l'implantation dans les « centres », analyses qui sont toujours valables), mais sur la **tactique** précise, c'est-à-dire sur le comportement à avoir dans tel ou tel cas sur la possibilité d'intervenir politiquement ou syndicalement dans tel ou tel conflit, sur l'organisation même de notre travail sur le plan national, sur les possibilités de structurer notre intervention.

Un an après, quelles que soient les carences, nous pouvons apporter déjà beaucoup plus d'éléments de réponse ; nous avons recruté des militants ouvriers, notre implantation syndicale s'est quantitativement et qualitativement modifiée, les cellules intervenant sur les entreprises ont fait un certain nombre d'expériences positives, nous avons pris part, localement, à un certain nombre de luttes, nous avons surtout élargi notre réseau de contacts et de

sympathisants dans la classe ouvrière, bref, nous commençons à disposer d'un certain acquis d'organisation non négligeable en ce qui concerne l'intervention dans la classe ouvrière.

Ce début d'implantation réelle ne fait que plus cruellement ressentir nos carences en la matière, que ce soit sur le plan national (difficulté ou impossibilité de suivre le travail concret, manque de réflexion sur les formes de lutte, sur les revendications, sur la dynamique de contrôle ouvrier) ou que ce soit sur le plan local (interventions ratées ou stagnantes). Il devient tout à fait vital aujourd'hui de faire passer dans les actes les résolutions du premier congrès, cela est d'autant plus nécessaire que la conjoncture s'y prête, et d'autant plus vital que la bonne marche de ce travail d'implantation de l'organisation devient de plus en plus la condition de la réussite des opérations politiques que nous menons (fusion avec Lutte Ouvrière, pression sur le P.S.U., etc.).

Sur ce chemin, la première tâche est celle de l'élaboration programmatique.

## UNE SITUATION GENERALE GLOBALEMENT FAVORABLE

Sans rappeler ici tous les événements qui ont marqué l'année pour la classe ouvrière, de la grève des roulants à la dernière grève de la R.A.T.P. (cette rétrospective sera d'ailleurs faite dans un numéro spécial de « Rouge » à sortir en juillet) il faut souligner que les conditions sont aujourd'hui favorables à une implantation rapide dans la classe ouvrière d'une organisation révolutionnaire. La situation a qualitativement changé sur ce point depuis Mai 68.

### 1) La prise de conscience politique s'accélère.

Avec un peu de recul, on verra qu'il s'agit là peut-être de l'essentiel. En parallèle de la persistance de la combativité ouvrière, on assiste à une maturation de son avant-garde, des militants les plus formés et les plus efficaces. Cela vaut pour tous les courants du mouvement ouvrier. Partout s'affirment des tendances d'opposition aux directions en place. Dans le P.C., il aura fallu deux ans pour que la critique de l'action du parti en Mai porte ses fruits, un an pour que les militants qui s'interrogeaient sur la signification de l'intervention en Tchécoslovaquie transforment leurs interrogations en prise de position. L'affaire Garaudy joue là dedans un certain rôle de catalyseur, même si c'est sur les positions relativement droitières que l'on connaît ; ce courant d'opposition, quels que soient ses défauts, a le mérite d'introduire dans le P.C.F. une discussion politique. L'évolution récente d'Unir (voir article de Couturier dans « Rouge ») est également très révélatrice de cette prise de conscience de la dimension des problèmes politiques, qui commence à toucher l'avant-garde ouvrière, d'une manière encore limitée, mais très prometteuse. On connaît les courants qui se sont dégagés au dernier congrès de la C.F.D.T. Il s'agit du même phénomène. On peut dire que globalement, dans l'ensemble du mouvement ouvrier, des militants en nombre non négligeable aujourd'hui posent le problème de la révision des pseudo-stratégies de passage au socialisme proposées par les organisations traditionnelles : cela ne veut pas dire que les orientations et les perspectives que préconisent ces militants critiques soient d'emblée meilleures, mais il y a actuellement toute une fermentation d'idées politiques dans le mouvement ouvrier, dans laquelle nous devons intervenir, et qui est une condition favorable pour notre intervention. A la condition que, justement, nous sachions proposer des orientations.

### 2) « L'insolence ouvrière »

Ce qui se traduit, au niveau des militants, par une certaine prise de conscience politique, se traduit, au niveau des masses ouvrières, par une modification sensible de ce que les sociologues appelleraient le « comportement ouvrier ».

Les formes de riposte aux mesures patronales, et l'attitude des cadres répressifs, la volonté de lutter, un certain climat de fronde périodique, voire de fièvre, marquent dans les entreprises les acquis de Mai.

La persistance de ces « attitudes » montre qu'il ne s'agit pas de résidus psychologiques de la grande grève historique, mais bel et bien de quelque chose qui est devenu permanent.

Les attaques organisées par le patronat et le pouvoir, dans le cadre du sixième plan (visant essentiellement les « services publics » : l'éducation nationale, la santé publique, les transports en commun) seront, selon toute vraisemblance, très durement ressenties par la classe ouvrière. La riposte prendra des voies que l'on ne peut pas prédire aujourd'hui. Mais l'on peut être tout à

fait assuré que ces mesures, imposées par la nécessité capitaliste de rentabilisation, n'auront pas pour effet de détendre le climat social, c'est le moins qu'on puisse dire.

Au niveau de ces services particulièrement visés par le plan, on peut même s'attendre à des ripostes d'envergure ; il faut se préparer à des éventualités telles que la grève générale sur le réseau S.N.C.F., des mouvements très durs à la R.A.T.P., des mouvements sans précédent chez le personnel hospitalier, etc. Il faut avoir des mots d'ordre à proposer.

Les priorités retenues par le plan, le développement des industries compétitives à l'échelle européenne, vont permettre au grand capital de procéder de manière accélérée à la liquidation des petites et moyennes entreprises dans le cadre de concentrations massives. Ce sera le chômage pour de nombreux travailleurs des régions plus particulièrement déshéritées, l'exode pour beaucoup.

Dans le cadre de ces concentrations, il faut envisager que des populations ouvrières considérables seront ainsi déplacées, avec toutes les conséquences que cela implique : misère, désarroi, révolte, sans tomber dans les visions apocalyptiques des lambertistes, qui décrivent le sixième plan comme la volonté de la bourgeoisie de détruire la classe ouvrière, il faut avoir une juste appréciation de la situation.

Les années qui viennent sont décisives pour la bourgeoisie française. Elles décideront de son intégration dans le concert des grandes puissances économiques ou de son rejet dans la médiocrité. Il est certain que ses mandants, en étant parfaitement conscients, ont choisi avec le sixième plan, de faire un « forcing » en acceptant un certain nombre de risques sur le plan social.

La nécessité de l'offensive politique contre la classe ouvrière est liée aux conditions de cette offensive économique. C'est le sens des dispositions de la loi « anticasseurs ». Cette répression politique visant non seulement les militants révolutionnaires, mais tous les militants ouvriers défendant leurs intérêts de classe sera une nécessité pour le pouvoir, dans le cadre de ces mutations économiques considérables.

La classe ouvrière, dont on connaît l'état de mobilisation et les traditions de lutte extrêmement récentes, n'acceptera pas plus cette offensive politique que l'offensive générale contre ses conditions de vie.

### 3) La position des bureaucrates.

L'hostilité de la bureaucratie syndicale et politique du mouvement ouvrier français à ces formes nouvelles de politisation, et d'entrée en lutte, de prise de conscience de la classe ouvrière, ne pourra aller, de manière générale, qu'en s'accroissant. Cela se traduira comme dans le passé par la peur des initiatives nationales ou des mobilisations massives, qui pourraient être débordées dans une dynamique antiparlementaire.

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici tout ce que nous pensons à l'heure actuelle du P.C.F. (voir « Rouge », dossier spécial), mais nous estimons, et c'est cela qui est central ici, que plus jamais les intérêts de la bureaucratie soviétique, à moins de miracle, ne correspondront avec un durcissement des luttes en Europe occidentale (ce qui poserait évidemment, dans les conditions actuelles, la question du pouvoir).

Cela ne veut pas dire que les luttes futures passeront hors du cadre syndical traditionnel ; mais cela veut dire que de plus en plus, ces luttes ne pourront pas être contenues dans la perspec-